

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 29 (paragraphe 1 et 7)

Déposée par Monsieur Alain Lamassoure

Qualité : Membre

Article 29

La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union

1. L'Union européenne ~~s'engage à conduire~~ **conduit** une politique étrangère et de sécurité commune, fondée sur ~~un développement progressif de~~ la solidarité politique mutuelle des États membres, sur l'identification ~~progressive~~ des questions présentant un intérêt général et sur la ~~réalisation d'un degré toujours croissant de~~ convergence des actions des États membres.
2. Le Conseil européen identifie les intérêts stratégiques de l'Union et fixe les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil des ministres élabore cette politique selon les modalités de la Partie II de la Constitution.
3. Le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent les décisions nécessaires.
4. Cette politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le Ministre des Affaires étrangères de l'Union et par les États membres, en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union.
5. Les États membres se concertent au sein du Conseil et du Conseil européen sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil ou du Conseil européen. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la scène internationale. Les États membres sont solidaires entre eux.

6. Le Parlement européen est consulté sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, et est tenu informé de son évolution.
7. En matière de politique étrangère et de sécurité commune, ~~le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent~~ des décisions à l'unanimité **la majorité qualifiée**, sauf dans les cas prévus dans la Partie II de la Constitution. Ils se prononcent sur une proposition d'un État membre, ou du Ministre des Affaires étrangères de l'Union, seul ou conjointement avec la Commission.

Toutefois, un Etat membre, le Ministre des Affaires étrangères ou le Président du Conseil européen peuvent demander l'arbitrage du Conseil européen, qui se prononce à la majorité qualifiée.

Un Etat membre mis en minorité peut évoquer une « clause d'intérêt national » pour ne pas participer à l'application des décisions de l'Union. Il s'abstient cependant de tout comportement susceptible de gêner celle-ci.

La clause d'intérêt national ne peut être invoquée pour l'application d'une décision prise dans le cadre de l'Organisation des Nations-Unies, ou d'une autre organisation internationale à laquelle adhèrent les Etats membres.

8. Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés dans la Partie II de la Constitution.

Explication sur le paragraphe 1 : Les nuances diplomatiques qui existaient dans les traités n'ont pas leur place dans une constitution. Que veut dire « l'Union s'engage à conduire une politique » ? Elle a la compétence de le faire, ou elle ne l'a pas – le reste est affaire de volonté politique. De même, la « progressivité » du sentiment de solidarité ou de l'identification des questions d'intérêt général fait sourire. Ces termes restrictifs sont d'ailleurs contredits par la style direct et mieux pensé des paragraphes suivants.

Explication sur le paragraphe 7 : A vingt-cinq membres, l'unanimité est impossible à obtenir sur un sujet sensible. Aussi la recherche de l'efficacité combinée avec la préservation des prérogatives des Etats membres peut-elle passer par un mécanisme en trois temps :

1 – Le droit commun est la compétence du Conseil des Ministres, et celui-ci décide à la majorité

qualifiée : l'action internationale exige une grande rapidité de réaction, et les chefs de gouvernement ne peuvent pas être systématiquement mis à contribution.

2 – Si une position du Conseil suscite de graves objections de la part d'un (ou plusieurs) Etat(s) mis en minorité, une procédure d'appel, conçue comme rare et solennelle, existe auprès du Conseil européen.

3 – Si, malgré cette « seconde lecture » au Sommet un (ou plusieurs) Etat(s) refuse(nt) la décision ainsi confirmée, on lui/leur ouvre la possibilité de ne pas participer à l'application, par une « clause d'intérêt national ». Une disposition de ce genre peut être utile, par exemple, pour un Etat qui aurait un intérêt particulier, distinct de ses partenaires, dans l'affaire en cause : pays voisin géographique du lieu de la crise, pays ayant des liens historiques ou économiques particuliers avec le pays concerné par la crise etc. En revanche, il est important de préciser qu'une telle clause ne doit pas permettre à un Etat de gêner la démarche de l'Union, ni de faire obstacle à une décision prise dans le cadre de l'ONU.